



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/46/252
20 septembre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session

REPARTITION DES QUESTIONS INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR DE LA
QUARANTE-SIXIEME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Adopté par l'Assemblée générale à sa 3e séance plénière,
le 20 septembre 1991

Séances plénières

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation de Malte (point 1).
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation (point 2).
3. Pouvoirs de 6 représentants à la quarante-sixième session de l'Assemblée générale (point 3) :
 - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs:
 - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Election du Président de l'Assemblée générale (point 4).
5. Election des bureaux des grandes commissions (point 5).
6. Election des vice-présidents de l'Assemblée générale (point 6).
7. **Communication** faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'**Article** 12 de la Charte des Nations Unies (point 7).
8. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux : rapports du Bureau (point 8).
9. Débat général (point 9).
10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'organisation (point 10).
11. Rapport du Conseil de sécurité (point 11).
12. Rapport du Conseil économique et social (**chap. 1, IV (sect. F), VIII et IX**) (point 12) **1/**.

1/ Les chapitres du rapport énumérés ci-après ont également été renvoyés aux Deuxième, Troisième, Quatrième et Cinquième Commissions, selon la répartition suivante :

- | | | |
|-----------|--------------------------------------|--|
| a) | Chapitre 1 | Deuxième, Troisième, Quatrième et Cinquième Commissions: |
| b) | Chapitre IV (sect. F) | Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions; |
| c) | Chapitre IX | Deuxième et Troisième Commissions. |

13. Rapport de la Cour internationale de Justice (point **13**).
14. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (point **14**) **2/**.
15. Elections aux sièges devenus vacants dans **les** organes principaux (point 15) :
 - a) Election de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité;
 - b) Election de dix-huit membres du Conseil économique et social;
 - c) Election d'un membre de la Cour internationale de Justice.
16. Nomination du Secrétaire **général** (point 16).
17. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires (point 17) :
 - a) Election de vingt-neuf membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
 - b) Election des membres de la Commission du droit international;
 - c) Election de **dix-neuf** membres de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international;
 - d) Election de douze membres du Conseil mondial de l'alimentation;
 - e) Election de sept membres du Comité du programme et de la coordination.
18. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (point **18**) **3/** :
 - g) Nomination de membres du Corps commun d'inspection;
 - h) Nomination de membres du Comité consultatif du Fond' de développement des Nations Unies pour la femme;
 - i) Nomination de membres du Comité des conférences;
 - j) Confirmation de la nomination du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

2/ L'Assemblée générale a décidé que les paragraphes pertinents du rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (**A/46/353**) seraient portés à l'attention de la Première Commission lorsqu'elle examinerait le point 60.

3/ Pour les alinéas a) à f), voir "Cinquième Commission", point **25**.

19. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (point 19) **4/**.
20. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies (point 20).
21. Situation économique critique en Afrique (point **21**) :
 - a)** Examen et évaluation finals de **l'exécution** du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le **développement** de l'Afrique, 1986-1990:
 - b)** Problèmes des produits de base africains.
22. Programmes et activités en faveur de la paix dans le monde (point 22).
23. Retour ou restitution de biens culturels à leur pays d'origine (point 23).
24. La situation au Cambodge (point 24).
25. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Système économique latino-américain (point 25).
26. Dixième anniversaire de l'université pour la paix (point 26).
27. Coopération entre **l'Organisation** des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique (point 27).
28. Question de l'île comorienne de Mayotte (point 28).
29. La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (point 29).
30. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine (point 30).
31. La situation en Amérique centrale : menaces contre la paix et la sécurité internationales et initiatives de paix (point 31).
32. Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud (point 32).
33. Question de Palestine (point 33).
34. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes (point 34).

4/ L'Assemblée générale a décidé de renvoyer à la Quatrième Commission les chapitres du rapport du Comité spécial (**A/46/23**) qui ont trait à des territoires particuliers, de façon à examiner en séance plénière la question de l'application de la Déclaration en général.

35. La situation au Moyen-Orient (point 35).
36. Droit de la mer (point 36).
37. Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain (point 37) **5/**.
38. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres (point 38).
39. Question des îles Falkland (Malvinas) (point 39) **6/**.
40. Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est (point 40).
41. Déclaration de la Conférence des chefs **d'Etat** et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine relative à l'attaque militaire aérienne et navale lancée en avril 1986 par l'actuel Gouvernement des Etats-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et **socialiste** (point 41).
42. Agression armée israélienne contre des installations nucléaires iraqiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales (point 42).
43. Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement (point 43).
44. Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies (point 44).

5/ L'Assemblée générale a décidé d'examiner ce point directement en séance plénière, étant entendu que les représentants de l'Organisation de l'unité africaine et des mouvements de libération nationale reconnus par cette organisation seraient autorisés à participer à l'examen de ce point en séance plénière et que les organisations et personnes portant un intérêt particulier à cette question seraient autorisées à se faire entendre par la Commission politique spéciale.

6/ L'Assemblée générale a décidé d'examiner ce point directement en séance plénière, étant entendu que les organisations et personnes portant un intérêt à cette question seraient entendues à la Quatrième Commission lors de l'examen du point en séance plénière.

45. Conséquences de l'occupation du **Koweït** par l'Iraq et de l'agression iraquienne contre le Koweït (point 46).
46. Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes (point 137).
47. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale (point 144).
48. Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe (point 102).
49. Statut d'observateur à l'Assemblée générale pour la Communauté des **Caraïbes** (point 141).
50. Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les Etats-Unis d'Amérique (point 142).
51. Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence de l'Organisation des Nations Unies (point 143).

Première Commission

1. Réduction des budgets militaires (point 47) :
 - a) Réduction des budgets militaires:
 - b) Transparence et réduction des budgets militaires.
2. Respect des accords de limitation des **armements** et de désarmement (point 48).
3. Education et information en matière de désarmement (point 49).
4. Application de la résolution **45/48** de l'**Assemblée** générale relative à la signature et à la ratification du Protocole additionnel **I** au Traité visant l'**interdiction** des armes nucléaires en Amérique **latine** et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco) (point 50).
5. Cessation de toutes les explosions nucléaires expérimentales (point **51**).
6. Amendement du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau (point 52).
7. Nécessité urgente de conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires (point 53).
8. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient (point 54).
9. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud (point **55**).
10. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes **nucléaires** contre l'emploi ou la menace de ces armes (point 56).
11. Prévention d'une course aux **armements** dans l'espace (point 57).
12. Application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique (point **58**).
13. Armes chimiques et bactériologiques (biologiques) (point 59).
14. Désarmement général et complet (point **60**) 2/ :
 - a) **Nctification** des essais nucléaires;
 - b) Transferts internationaux d'armes:
 - c) Application des résolutions de l'Assemblée **générale** dans le domaine du désarmement:

- d) Conversion des ressources militaires à des fins **civiles**;
 - e) Relation entre le désarmement et le **développement**;
 - f) Interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi d'armes radiologiques;
 - g) Désarmement classique;
 - h) Interdiction d'attaquer des installations nucléaires;
 - i) Interdiction de déverser des **déchets** radioactifs;
 - j) **Interdiction** de la production de matières fissiles à des fins d'armement;
 - k) Possibilité d'utiliser à des fins civiles de protection de l'environnement les ressources affectées aux activités militaires;
 - l) Désarmement régional;
 - m) Armements et désarmement navals;
 - n) Désarmement classique à l'échelon régional.
- 3.5. Examen et application du Document de **clôture** de la douzième *session* extraordinaire de l'Assemblée générale (point 61) :
- a) Désarmement régional : rapport du Secrétaire général;
 - b) Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de **désarmement**;
 - c) Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires;
 - d) campagne mondiale pour le **désarmement**;
 - e) Gel des armements nucléaires;
 - f) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique et Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes.
16. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'**Assemblée** générale à sa dixième session extraordinaire (point 62) :
- a) Rapport de la Commission du désarmement;
 - b) Rapport de la Conférence du désarmement;

- c) **Etat** des accords multilatéraux dans le domaine du désarmement;
 - d) Conseil consultatif pour les questions sur le désarmement;
 - e) Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement;
 - f) Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et ses effets profondément nuisibles sur la paix et la sécurité dans le monde:
 - g) Programme global de désarmement;
 - h) Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire:
 - i) Prévention d'une guerre nucléaire.
17. Armement nucléaire d'Israël (point 63).
 18. Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (point 64).
 19. Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de **paix** (point 65).
 20. Question de l'Antarctique (point 66).
 21. Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée (point 67).
 22. Examen de **l'application** de la Déclaration sur **le** renforcement de la sécurité internationale (point 68).

Commissi politique spéciale

1. Protection et sécurité des petits Etats (point 69).
2. Effets des rayonnements ionisants (point 70).
3. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace (point 71).
4. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de **Palestine** dans le Proche-Orient (point 72).
5. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés (point 73).
6. Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous **leurs** aspects (point 74).
7. Questions relatives à l'information (point 75).
8. Question de la **composition** des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies (point 76).
9. Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain (point 37) **5/**.

Deuxième Commission

1. Rapport du Conseil économique et social (**chap. I** à III, IV (**sect. B à D** et **F à I**), V, VII (**sect. A** à C, et E à G) et IX) (point 12) 1/.
2. Développement et coopération économique internationale (point **77**) :
 - a) Commerce et développement;
 - b) Mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés;
 - c) Décennie mondiale du développement culturel;
 - d) Coopération économique et technique entre pays en développement;
 - e) Environnement;
 - f) Désertification et sécheresse;
 - g) Etablissements humains;
 - h) Science et technique au service du développement;
 - i) Esprit d'entreprise;
 - j) Participation effective et intégration des femmes au développement.

1/ Les chapitres du rapport énumérés ci-après ont également été renvoyés aux séances plénières et aux Troisième, Quatrième et **Cinquième** Commissions, selon la répartition suivante :

a) Chapitre 1	Séances plénières et Troisième , Quatrième et Cinquième Commissions;
b) Chapitre IV (sect. F)	Séances plénières et Troisième et Cinquième Commissions;
c) Chapitre VII (sect. B)	Troisième et Cinquième Commissions;
d) Chapitre VII (sect. C)	Quatrième Commission;
e) Chapitre VII (sect. G)	Troisième Commission;
f) Chapitre IX	Séances plénières et Troisième Commission.

3. Conférence des Nations Unies sur l'**environnement** et le développement (point 78).
4. Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures (point 79).
5. Coopération internationale en vue d'éliminer la pauvreté dans les pays en développement (point 80).
6. Crise de la dette extérieure et développement (point 81).
7. Activités opérationnelles de développement (point 82) **g/** :
 - a) Activités opérationnelles du système des Nations Unies;
 - b) Programme des Nations Unies pour le développement;
 - c) Fonds d'équipement des Nations Unies;
 - d) Activités de coopération technique des Nations Unies;
 - e) Programme des Volontaires des Nations *Unies*;
 - f) Programme alimentaire mondial,
8. Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles (point **83**).
9. Assistance économique spéciale et secours en cas de catastrophe (point 84) :
 - a) Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe;
 - b) Programmes spéciaux d'assistance économique.
10. Assistance internationale pour le redressement économique de l'Angola (point **85**).
11. Formation et recherche : Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (point 86).

g/ L'Assemblée **générale** a décidé que le rapport de l'**Administrateur** du Programme des Nations Unies pour le développement sur le fonctionnement, la **gestion** et le budget du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme serait renvoyé à la Deuxième Commission pour qu'elle l'examine au titre du point 82.

12. Coopération internationale pour l'étude des effets de la catastrophe de Tchernobyl et une action visant à les atténuer et les limiter (point 87).
13. Mise en valeur des ressources humaines (point 88).
14. Respect des engagements et application des politiques convenus dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement (point 89).
15. Coopération en matière de développement industriel et diversification et modernisation des activités productives dans les pays en développement (point 90).
16. Assistance d'urgence pour le redressement économique et social du Libéria (point 91).

Troisième Commission

1. Rapport du Conseil économique et social (**chap. 1, IV (sect. A, E et F), VI, VII (sect. B, G et H) et IX**) (point 12) **9/**.
2. Elimination du racisme et de la discrimination raciale (point **92**).
3. Droit des peuples à l'autodétermination (point 93).
4. Développement social (point 94) :
 - a) Questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille:
 - b) Prévention du crime et justice pénale.
5. Promotion de la femme (point 95) **8/**.
6. Stupéfiants (point 96).
7. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés et aux personnes déplacées et questions humanitaires (point 97) :
 - a) Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
 - b) Questions relatives aux réfugiés et aux personnes déplacées.

9/ Les chapitres du rapport énumérés ci-après ont également été renvoyés aux séances plénières et aux Deuxième, Quatrième et Cinquième Commissions, selon la répartition suivante :

- | | | |
|----|---|--|
| a) | Chapitre 1 | Séances plénières et Deuxième, Quatrième et Cinquième Commissions; |
| b) | Chapitre IV (sect. F) | Séances plénières et Deuxième et Cinquième Commissions; |
| c) | Chapitre VII (sect. B) | Deuxième et Cinquième Commissions; |
| d) | Chapitre VII (sect. G) | Deuxième Commission; |
| e) | Chapitre IX | Séances plénières et Deuxième Commission. |

8. Questions relatives aux droits de l'homme (point 98) :
- a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme **10/**;
 - b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les autres moyens qui s'offrent de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales;
 - c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux.

10/ L'Assemblée générale a décidé de tenir une séance **plénière** le 16 décembre 1991, pour marquer le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et des Protocoles facultatifs se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Quatrième Commission

1. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa **a** de l'**Article 73** de la Charte des Nations Unies (point **99**).
2. **Activités** des intérêts étrangers, économiques et autres, **qui font obstacle à** l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans les territoires se trouvant **SOUS domination coloniale**, et aux efforts tendant **à éliminer le colonialisme**, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe (point **100**).
3. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (point **101**).
4. Rapport du Conseil économique et social [**chap. I et VII (sect. C)**] (point 12) **11/**.
5. Moyens d'étude et de formation offerts par les Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes (point **103**).
6. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et **aux peuples coloniaux** (point **19**) **4/**.
7. Question des îles Falkland (**Malvinas**) (point **39**) **6/**.

11/ Les chapitres du rapport énumérés ci-après ont également été renvoyés aux séances plénières et aux Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions :

- | | | |
|----|---------------------------------------|--|
| a) | Chapitre I | Séances plénières et Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions: |
| b) | Chapitre VII (sect. C) | Deuxième Commission. |

Cinquième Commission

1. Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du **Comité** des commissaires aux comptes (point 104) :
 - a) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
 - b) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
 - c) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
2. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (point 105).
3. Budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (point 106).
4. Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993 (point 107).
5. Planification des programmes (point 108).
6. Crise financière actuelle de l'Organisation des Nations Unies (point 109).
7. Crise financière de l'Organisation des Nations Unies (point 110).
8. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique (point 111).
9. Corps commun d'inspection (point 112) **12/**.
10. Plan des conférences (point 113).
11. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'organisation des Nations Unies (point 114).

12/ L'Assemblée générale a décidé de renvoyer l'examen de cette question à la Cinquième Commission, étant entendu que les rapports du Corps commun d'inspection traitant de questions confiées à d'autres grandes commissions seraient également soumis à ces commissions.

12. Questions relatives **au** personnel (point 115) :
 - a)** Composition du Secrétariat;
 - b)** Respect des privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés;
 - c)** **Autres** questions relatives au personnel.
13. Régime commun des Nations Unies (point 116).
14. Régime des pensions des Nations Unies (point 117).
15. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient (point 118) :
 - a)** Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement;
 - b)** Force intérimaire des Nations Unies au Liban.
16. Financement du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour **l'Iran** et **l'Iraq** (point 119).
17. Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola (point **120**).
18. Financement du Groupe d'assistance des Nations **Unies** pour la période de transition (point 121).
19. Financement du Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale (point 122).
20. Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (point 123).
21. Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité (point 136) :
 - a)** Mission d'observation des Nations Unies pour **l'Iraq** et le Koweït;
 - b)** Activités diverses.
22. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (point **138**).
23. Financement de **la** Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (point **139**).

24. Rapport du Conseil économique et social [**chap. 1, IV (sect. F)** et VII (**sect. B et D**)] (point 12) 13/.
25. Nominations aux **sièges** devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (point 18) 14/ :
- a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
 - b) Nomination de membres du Comité des contributions;
 - c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes;
 - d) Confirmation de la nomination de membres du Comité des placements;
 - e) Nomination de membres du Tribunal administratif des Nations Unies;
 - f) Nomination de membres et de membres suppléants du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies.

13/ Les chapitres du rapport énumérés **ci-après** ont également été renvoyés aux séances plénières et aux Deuxième, Troisième et Quatrième Commissions :

- a) Chapitre I Séances plénières et Deuxième, Troisième et Quatrième Commissions:
- b) Chapitre IV (**sect. F**) *....._ Séances plénières et Deuxième et Troisième Commissions:
- c) Chapitre VII (**sect. B**) Deuxième et Troisième Commissions.

14/ Pour les alinéas **g) à j)**, voir "Séances plénières", point 18.

Sixième Commission

1. **Programme d'assistance** des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international (point 124).
2. Mesures visant à prévenir le terrorisme international qui met en danger ou anéantit d'innocentes vies humaines, ou compromet les libertés fondamentales, et étude des causes sous-jacentes des formes de **terrorisme** et d'actes de violence qui ont leur origine dans la misère, les déceptions, les griefs et le désespoir et qui poussent certaines personnes à sacrifier des vies humaines, y compris la leur, pour tenter d'apporter des changements radicaux (point 125) :
 - a) Rapport du Secrétaire **général**;
 - b) Convocation, sous les auspices de l'**Organisation** des Nations Unies, d'une conférence internationale chargée de définir le terrorisme et de le différencier de la lutte que les peuples mènent pour leur libération nationale.
3. Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international (point 126).
4. Décennie des Nations Unies pour le droit international (point 127).
5. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quarante-troisième session (point 128).
6. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa vingt-quatrième session (point 129).
7. Examen du projet d'articles relatifs au statut du courrier diplomatique et de la valise diplomatique non accompagnée par un courrier diplomatique et examen des projets de protocoles facultatifs y relatifs (point 130).
8. **Rapport** du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (point 131).
9. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (point **132**).
10. Protocole additionnel, relatif aux fonctions consulaires, à la Convention de Vienne sur les relations consulaires (point 133).
11. Examen du projet d'articles sur les clauses de la nation la plus favorisée (point 134).

12. Développement et renforcement du bon voisinage entre Etats (**point 135**).
13. Utilisation de l'environnement comme instrument de guerre en période de conflit armé et adoption de mesures pratiques visant à éviter pareille utilisation (point 140).
